

ajoutent celle des assurances (qui serait accueillie avec joie par les ruraux), celle de l'électricité (dont les trusts prélèvent un tribut exorbitant et empêchent ainsi la modernisation des demeures et des méthodes) et des engrais (ce qui n'est pas à démontrer).

Pour certains produits, nécessité de créer des Offices : pour la betterave, il irait de pair avec la nationalisation des sucreries et des distilleries industrielles; pour le houblon, il est indispensable si on ne veut pas voir disparaître cette culture.

Gardons-nous cependant de faire du mot « Office » un vocable magique. En ce qui concerne les légumes et le vin, cette création se révèle quasi-impossible et on doit demeurer dans le cadre d'une réglementation paritaire et régionale.

### Maux profonds.

Une des faiblesses du Front populaire en matière paysanne, une source de graves difficultés dans l'élaboration et l'application des mesures vient du fait que chambres d'agriculture et syndicats agricoles sont trop souvent aux mains de nos adversaires : hobereaux et curés. Grave est la déficience de notre parti en ce domaine : c'est la juste rançon de son électoralisme. On voit trop dans le paysan l'homme qui vote, pas assez l'homme qui produit. Et les communes rouges ont des syndicats blancs. La conquête de la direction de ces organismes doit être considérée comme une tâche essentielle. Qu'on mesure son importance en imaginant, dans le domaine industriel, une C.G.T. réduite à quelque 300.000 membres !

Dangereuse aussi me paraît la tendance à considérer la protection douanière comme une fin en soi. Les tarifs protecteurs ne sont que des palliatifs, éphémères par essence, à l'abri desquels peut se poursuivre une réorganisation de l'économie, mais qui vont à l'encontre de leur but quand ils provoquent la stagnation, quand ils perpétuent les vices reconus d'une organisation périmée.

Or, nous avons en France une très mauvaise adaptation des cultures aux terrains. Tel pays qui devrait se consacrer à l'élevage, qui ne peut se consacrer qu'à l'élevage s'obstine à produire du blé avec des rendements de 8 à 9 quintaux à l'hectare. Survivance d'une époque révolue où chaque commune assurait ses cultures vivrières, en raison même des difficultés des communications qui commandait une autarchie provinciale, voire locale. De même en ce qui concerne la production fruitière épouvantablement anarchique et médiocre, dans un pays réalisant les conditions climatiques nécessaires et qui pourtant achète du fruit italien, américain et néo-zélandais ! Anarchie également dans la production des légumes où, de plus, le « fardage » des produits (belle qualité au-dessus, camelote par dessous) contribue à ruiner l'exportation vers les pays anglo-saxons.

Etat de choses qui perdure grâce à des ta-

rifs douaniers, des interdictions ou limitations d'importation dont finalement le consommateur fait les frais.

Le mode de propriété ajoute ses inconvénients à ceux de cette inadéquation de cette routine. Un propriétaire de 5 ou 6 hectares ne peut matériellement pas produire à des conditions avantageuses, d'autant que ces quelques hectares sont infiniment morcelés, puisqu'on voit des prés de quelques soitures (1/3 d'hectare), des champs d'un journal (34 ares 28) et des vignes de deux ouvrées (4 ares 28) ! Que d'allées et venues ! Si le cultivateur comptait ses heures, 99 fois sur 100 il verrait qu'il travaille à perte. Techniquement, pareil mode d'exploitation est un défi. Idem pour la production laitière qui gagnerait en quantité, en propreté et en qualité à être « coopératisée ».

Un exemple le montrera. Dans un pays d'assolement triennal, un propriétaire qui possède 36 hectares — donc moyen — 12 de prés, 12 de blé, 12 d'avoine, utilise sa moissonneuse-lièuse (coût 7.400 francs) pendant trente heures par an. Un autre, plus petit, l'utilisera quinze ou vingt heures ! Et les autres faucheront à la faux, cependant que, s'il y avait des machines appartenant à la collectivité, les récoltes seraient levées plus rapidement et ces machines utilisées assez pour que leur amortissement ne soit pas ruineux.

Mais on se heurte à l'individualisme paysan, produit naturel de la forme de propriété, « superstructure » idéologique d'une « infrastructure » économique. Individualisme qui se complique de jalousie à l'égard des autres cultivateurs et qui, par un remarquable « choc en retour » influe sur le mode de propriété (en créant des obstacles au remembrement) et même sur le mode de culture (c'est à qui, par exemple, ne moissonnera pas le premier, pour n'avoir pas à faire le « chemin » permettant l'accès à telle parcelle !).

C'est l'exploitation individuelle de propriétés réduites et de plus infiniment morcelées qui pèse de son poids séculaire sur l'agriculture française. Faibles rendements, mauvaise adaptation, technique arriérée, hauts prix de revient en sont les inévitables conséquences, avec pour corollaire un système protectionniste qui exacerbe les rivalités entre nations, provoque des représailles préjudiciables à l'exportation des produits industriels.

La masse de la population en souffre, et le paysan même en est la première, mais inconsciente victime.

C'est pourquoi, tout en promouvant et en réalisant telle ou telle réforme il ne faut pas perdre de vue que la meilleure, la plus efficace, ne peut être qu'un palliatif éphémère et insuffisant.

Et la nécessité est impérieuse de reprendre hardiment les solutions spécifiquement socialistes, de les expliquer, de les rendre populaires, d'en montrer l'exclusive efficacité.

Ces solutions socialistes trop souvent laissées dans l'ombre pour des raisons électorales parfois peu brillantes... LUCIEN HERARD.

# Où en est la Révolution espagnole ?

## Naissance d'une révolution

La guerre d'Espagne a commencé comme une guerre civile, une guerre de classe, et elle risque de se transformer en guerre impérialiste entre deux blocs européens. Voici ce que chacun constate au premier anniversaire de ce drame terrible.

La guerre civile trouva sa cause profonde dans les luttes de classe de la société espagnole. Etat arriéré, à demi féodal, l'Espagne n'avait jamais fait de révolution bourgeoise victorieuse; et le capitalisme, se greffant sur cette terre encore soumise au despotisme féodal et religieux, avait pris immédiatement l'aspect parasitaire et international qu'il revêt dans les pays coloniaux ou dans les Balkans. Sauf en Catalogne, une bourgeoisie industrielle espagnole n'avait pu se développer sur ses bases propres. La grande industrie, les banques, les services publics restèrent la propriété des féodaux, des cléricaux et enfin des financiers anglais, américains, français, etc. Une forte bourgeoisie républicaine n'a donc jamais existé comme en France, l'oligarchie capitaliste extérieure ayant soutenu jusqu'à sa chute en 1931 la monarchie des Bourbons. Ce qu'on appelle aujourd'hui la bourgeoisie républicaine se recrute surtout dans le commerce et souvent dans le commerce d'exportation. La ville de Valence, qui est le plus grand centre d'exportation, fut un fief naturel du parti radical au temps où il était républicain, puis des autres partis : la gauche républicaine d'Azana et l'Union républicaine de Martinez Barrios. A cette classe de commerçants s'ajoutent les intellectuels, les professions libérales, les fonctionnaires moyens, les petits bourgeois des villes; tel est le tableau d'ensemble de la bourgeoisie républicaine. Deux traits la caractérisent : d'abord sa faiblesse et son inconsistance sociale, ensuite son admiration puérile pour le capitalisme occidental et surtout pour le capitalisme anglo-saxon. Les démocraties française et anglaise ont été ses modèles politiques et, malgré toutes les déclarations plus ou moins sincères, le restent encore après un an de guerre civile.

Cette bourgeoisie, maîtresse du gouvernement en 1936, se voit abandonnée par tous les cadres techniques et militaires. Elle se trouva écrasée entre l'offensive réactionnaire fasciste et la contre-offensive prolétarienne. L'Etat bourgeois, avec ses administrations et ses responsables, est, en vingt-quatre heures, brisé comme verre. Sauf à Madrid, siège du gouvernement, le prolétariat armé établit partout sa domination de fait. Comité central des milices

à Barcelone, Comité exécutif populaire de Valence, Junte de défense de Malaga, Comités locaux des milices dans les moindres villages; ces organes du pouvoir ouvrier se créent en dehors et souvent contre le gouvernement central, après avoir balayé l'administration légale de la République bourgeoise. Développant leur action, les ouvriers et les paysans se consolident dans les cinq forteresses que nous allons énumérer :

- 1° Collectivisation des usines et leur gestion par les ouvriers;
- 2° Socialisation de la terre et des immeubles;
- 3° Suppression des partis réactionnaires, confiscation de leurs journaux;
- 4° Gestion démocratique à tous les échelons des organes politiques, militaires et économiques;
- 5° Armement du peuple : milices et police ouvrière (patrouilles de contrôle).

En août 1936, ces cinq positions assuraient une prédominance politique indéniable à la classe ouvrière.

Mais, sous les coups de la guerre de plus en plus atroce menée non seulement contre les fascistes espagnols, mais surtout contre l'Allemagne et l'Italie, le prolétariat a perdu des positions très importantes. La bourgeoisie reprend le dessus. Cela paraît paradoxal, après ce que nous avons dit plus haut de sa faiblesse; mais cela s'explique par la position internationale de l'Espagne, placée entre le bloc fasciste, les démocraties capitalistes et la Russie soviétique.

## L'agression fasciste internationale

Il est clair à tous que l'insurrection des généraux rebelles aurait été rapidement étouffée si le prolétariat avait pu s'armer comme il le désirait et si les fascismes italien et allemand n'avaient pas alimenté en armes et en hommes les généraux espagnols.

Or, le prolétariat n'a pu disposer des armes nécessaires. L'écrasante majorité de celles-ci se trouvait aux mains de l'armée. Sauf en aviation, très faible de part et d'autre, la disproportion jouait en faveur des fascistes. La seule possibilité pour le prolétariat et les républicains espagnols était et reste encore d'acheter les armes à l'étranger. Un traité de commerce signé quelques mois auparavant entre la France et l'Espagne obligeait celle-ci à se fournir d'armes *exclusivement* en France. On comprend dès lors le coup terrible porté à la Révolution